

7^{ème} Congrès Fédéral de la FNME-CGT du 14 au 18 mars 2022
Rapport d'ouverture Tables rondes « Convergences internationales
pour le Service Public de l'Énergie »
Présenté par Muriel MARCILLOUX, le 17 mars 2022

Mes cher.es Camarades,

Comme vous le savez, ce 7^{ème} congrès ne devait pas faire l'objet d'une séance sur les questions internationales, mais au vu des différents reports dus à la crise sanitaire, nous avons opté pour organiser une demi-journée de débats avec une délégation d'internationaux que je tiens à saluer et à remercier, au nom de tous les congressistes, d'être avec nous aujourd'hui. Je tiens à saluer également d'autres camarades internationaux qui n'ont pu être présents à nos côtés. Certains d'entre eux nous ont envoyé leur salut à travers une courte vidéo que je vous invite à regarder maintenant.

C'est donc une organisation particulière car au moment de lancer les invitations, la Fédération avait peu de visibilité sur les possibilités de déplacements des différents pays.

L'objet de notre débat d'aujourd'hui n'est pas de faire un tour de l'actualité mondiale, même si sa densité donne matière à s'inquiéter pour l'avenir et la paix dans le monde.

Sébastien MENESPLIER, lors de son rapport d'ouverture, a brossé un panorama international, nous permettant de situer le contexte, tout comme nous l'avons fait dans une note annexe au dernier rapport d'actualité du Conseil Général de février dernier.

Les camarades internationaux ont participé aux échanges de la matinée. Ils ont entendu nos orientations sur les fondements des services publics pour la Nation et la population. Ils ont aussi mesuré la nécessité de doter les travailleurs de garanties collectives et statutaires nécessaires au fonctionnement des services publics.

Cet après-midi, nous vous proposons de poursuivre les débats de la matinée avec pour objectif de définir, ensemble, les convergences internationales et européennes à construire dans le secteur de l'énergie, essentiel au développement des peuples. Nos échanges viendront statuer sur une résolution en direct qui sera ensuite soumise au vote du congrès.

Le CEF élu après le 7^{ème} congrès Fédéral sera chargé de dresser un point d'étape de l'activité internationale de la Fédération. Dans ce bilan, il sera nécessaire de mesurer l'implication des syndicats en se basant sur les retours, encore trop peu nombreux, du questionnaire qui vous est parvenu en amont du congrès. Cela renvoie à notre capacité à intégrer les questions internationales dans les instances des syndicats où les questions de développement de jumelages ou de coopérations fédérales doivent être plus nombreuses, suivies et surtout coordonnées.

Aussi, il sera important de tirer des enseignements sur notre implication dans l'ONG DAE SOS Futur, qui est l'un des outils de notre démarche fédérale de gagner la bataille pour un droit à l'énergie pour tous et pour la lutte contre la précarité énergétique. Quelques régions et syndicats tentent de maintenir des relations avec des syndicats étrangers et plusieurs centaines de salariés sont investis dans une organisation de solidarité ou des associations humanitaires. Cependant, là aussi, nous péchons faute de temps et de moyens humains et financiers.

L'activité internationale ne peut reposer simplement sur le collectif international fédéral ou quelques camarades en charge de ces enjeux pour l'organisation. Il s'agit au contraire d'en faire une activité pleine et entière pour l'ensemble des organisations de la CGT.

Alors, le prochain CEF devra tracer des pistes pour construire une feuille de route à partir du bilan des orientations du 6^{ème} congrès. Le CEF mettra en place un collectif fédéral international avec des référents en régions. Il devra prendre en compte les avancées obtenues par le travail réalisé jusqu'au 7^{ème} congrès en interrogeant sur la pertinence de notre activité dans nos différentes affiliations en lien avec notre vie syndicale.

D'ailleurs, notre activité internationale et européenne ne peut pas se limiter qu'à de la représentation dans les réunions des organisations auxquelles la Fédération est affiliée.

La question de nos affiliations est pleinement liée à nos forces organisées. Plus nous avons d'adhérents plus nous pesons dans les organisations auxquelles nous sommes affiliées tout en prenant en compte l'avis de nos alliés et partenaires. Sur ce point, nous avons des marges de manœuvre et les débats de ce 7^{ème} congrès sur le renforcement des syndicats de la Fédération laissent envisager du positif.

Dans son rapport d'ouverture Sébastien a abordé la crise sanitaire, économique, sociale, écologique et démocratique que le monde traverse qui est le reflet de la faillite du système libéral.

La responsabilité des États qui continuent de distribuer de l'argent public sans contreparties sociales et environnementales est grande. Trop de dividendes sont distribués aux actionnaires au détriment d'une relance des investissements en vue d'une transition socialement juste vers une économie bas-carbone respectueuse de la nature et des humains, mais aussi au détriment d'une réindustrialisation indispensable dans nos différents pays.

Le service public pour répondre à l'intérêt général est la seule solution pour relever les défis du droit à l'énergie et de la transition vers une économie bas-carbone.

Le service public de l'énergie porté par la Fédération est compatible avec l'actuelle construction européenne. Il s'agit d'un service essentiel reconnu en tant que tel dans le socle européen des droits sociaux et d'un service d'intérêt général en vertu du droit de l'Union européenne.

La maîtrise publique de l'énergie est donc incontournable tout comme l'exigence que chaque pays puisse définir la nature et l'organisation de son mix énergétique, sachant qu'il existe en effet d'importantes différences de mix énergétiques entre les continents, chaque zone profitant de ses propres atouts territoriaux.

La mondialisation a entraîné une uniformisation des politiques et les problématiques sont aujourd'hui quasiment identiques pour tous les travailleurs et citoyens de la planète. Nous devons peser avec nos Fédérations européennes et mondiales pour la mise en place d'un véritable dialogue avec les travailleurs et les syndicats à tous les niveaux, afin de pouvoir élaborer des trajectoires de transition, des programmes de protection sociale et de veiller à ce que des investissements soient réalisés en faveur d'emplois de qualité, avec de bonnes conditions de travail. Nos camarades des Fédérations européennes et mondiales, avec nous aujourd'hui, vont nous faire part des actions et engagements à nos côtés pour peser sur ces points et renforcer la place des syndicats dans les entreprises avec un véritable poids pour évaluer les politiques sociales et économiques des entreprises.

Nous sommes tous d'accord qu'il nous faut lutter contre le réchauffement climatique pour vivre sur une planète durable, mais que l'accès à l'énergie est un droit fondamental et vital pour tous les citoyens.

Tous, nous portons la nécessité d'avoir une énergie décarbonée à un prix abordable, mais pas au détriment des citoyens, pas au détriment des emplois, pas au détriment de nos industries, pas au détriment de nos conditions de vie et de travail.

La hausse des prix de l'énergie en France et en Europe met tous les ménages en péril avec des répercussions sanitaires, sociales et économiques multiples. Le pacte vert de l'Union européenne a validé l'élargissement du système d'échange de quotas d'émissions de l'Union européenne aux transports et aux bâtiments (SEQUE). Au-delà de poser des problèmes de cohérence, cela va aggraver les inégalités alors que certaines régions sont aux prises avec de hauts niveaux de précarité énergétique.

Un système énergétique public et démocratique pourrait résoudre bon nombre de ces problèmes, en restaurant et en élargissant la capacité d'exercer un contrôle démocratique sur un secteur qui fournit un bien public vital, et en chargeant les citoyens et les travailleurs de ce contrôle.

C'est tout le sens du travail en commun mené avec le Trade Union for Energy Democracy (TUED) et l'Internationale des Services Publics (ISP). Ce travail en commun tient son origine à la tenue du Forum Syndical International des Transitions Écologiques et Sociales, qui s'est tenu en juin dernier, où près de 130 organisations différentes représentatives des 5 continents sont intervenues.

Un appel commun a été lancé à l'issue de ce forum déclinant les priorités à porter, dans un premier temps lors de la COP26 avec une perspective de poursuivre à nourrir ces convergences internationales au sein d'un mouvement large et unitaire pour imposer une alternative écologique, sociale et démocratique.

Lors de ce forum, la FNME-CGT a pu porter les principales revendications de son Programme Progressiste de l'Énergie et celui-ci a suscité un grand intérêt auprès des délégations internationales et notamment du TUED. A partir de là, la FNME-CGT a participé à l'élaboration d'un rapport qui devrait se finaliser cette année et au programme syndical pour un avenir énergétique public à faible émission de carbone, signé aujourd'hui par près de 50 organisations syndicales et que nous avons porté comme une contre-proposition aux politiques néolibérales du secteur de l'énergie lors de la COP26. Ce programme c'est aussi une tentative de rallier le mouvement syndical international à un effort politique ambitieux visant à corriger les échecs du modèle de marché et pour garantir que la transition énergétique soit socialement juste et efficace en termes d'atteinte des objectifs climatiques.

Ce programme est soutenu car il place la propriété et le contrôle public au cœur d'une transition juste. David BOYS de l'ISP, qui est avec nous, pourra nous parler de l'enjeu de cette coopération qu'il nous faut porter et défendre auprès d'autres syndicats.

Nous savons tous ici que cette crise sanitaire, économique, sociale, écologique et démocratique que le monde traverse est le reflet de la faillite du système libéral. Notre responsabilité en tant que syndicalistes est d'imposer des alternatives.

Ainsi, le syndicalisme européen se bat, entre autres, pour renforcer les prérogatives des comités d'entreprises européens, pour conditionner les aides aux entreprises à un contrôle citoyen, pour une directive pour un salaire minimum, pour une directive sur la transparence salariale afin de résorber les écarts de salaire Femmes/Hommes et pour une directive sur la présomption de salariat visant à protéger les travailleurs des plateformes de plus en plus nombreux. Oui, les travailleurs doivent vivre dignement de leur travail et il faut cesser leur mise en concurrence sur la variable d'ajustement des salaires, comme le pratique le capitalisme depuis des années. Enfin, il y a lieu de travailler les liens entre les inégalités énergétiques et des facteurs tels que le genre, le handicap ou l'origine ethnique car ils demeurent relativement peu étudiés.

Par ailleurs, les réseaux de syndicats progressistes, dont la FNME-CGT fait partie, sont à l'origine de la création des groupes dits d'Annecy (Europe) et de Paris (Monde). Ces deux entités s'organisent au sein des deux Fédérations d'IndustriAll dans une optique de convergences revendicatives et de luttes.

Ces deux groupes constituent deux grandes forces progressistes qui comptent mais nécessitent énergie et travail afin d'en assurer la cohésion, avec des situations extrêmement contrastées entre l'Europe et le reste du monde.

Ce sont bien évidemment ces lieux d'échange, de réflexion, de mise en commun qui nous permettent de mieux envisager nos actions et revendications dans une construction continue. Construction qui nous a permis, à la fois de combattre ce que nous considérons comme des dérives ou des régressions, mais aussi de faire avancer notre vision. Nous y travaillons pour la force de l'unité, dans un esprit de dialogue honnête, transparent et de recherche du compromis juste, c'est-à-dire celui du progrès des conditions et des droits de nos syndiqués et des travailleurs que nous représentons.

Tout ce travail accompli, que Patrick CORREA, issu de la FTM-CGT en tant que coordinateur de ces groupes progressistes, va vous développer, ne peut que nous encourager à poursuivre la construction des convergences nécessaires à la lutte contre le capital mondial, les inégalités, la précarité pour une véritable justice économique et sociale.

Partout dans le monde, les systèmes de négociations collectives sont mis à mal par des réformes néolibérales comme pourront en attester nos camarades Grecs, par la voie de notre Camarade et Secrétaire Général, Panagiotis KONTOUSIADIS, de la Fédération Pan Hellenic Energie qui, depuis des années, subissent des attaques contre les droits du travail. La dernière en date, détaillée dans notre dernière Newsletter Europe Inter, remet en cause la journée de 8 heures, les contrats de travail collectifs, le pouvoir des syndicats et se trouve contradictoire à l'heure où les dirigeants européens s'accordent sur la nécessité d'un « socle social ». Il nous

fera part des fermetures des entreprises du secteur de l'énergie et de la précarité énergétique dans laquelle les grecs se trouvent suite à la casse des services publics. Nous nous battons, lors de nos différentes rencontres, pour obtenir cette reconstruction sociale et permettre de renforcer l'implantation et le pouvoir syndical afin de créer le rapport de force nécessaire à ces négociations.

Parallèlement, c'est aussi par les luttes, et elles sont nombreuses de par le monde, que des évolutions législatives positives ont lieu. Notre Camarade Juan BLANCO, responsable international des CCOO Industrie, pourra en témoigner au travers des avancées sur la négociation collective ou les différents accords tripartites qu'ils ont pu obtenir sur les reconversions des sites industriels, même si ce n'est pas suffisant à leurs yeux.

Par ailleurs, leur Fédération a travaillé une proposition pour une entreprise publique à présenter à leur Ministère. Juan pourra nous éclairer et développera leur projet.

Notre camarade José Humberto du Syndicat Mexicain des Électriciens (SME), que je remercie particulièrement d'avoir fait ce si long chemin pour un temps si court à nos côtés, vous parlera de la réforme AMLO dans le secteur de l'énergie, soutenue par le SME, qui redonne à l'entreprise publique une place de premier plan. Cette réforme confère la priorité à l'électricité produite par les centrales thermiques et hydroélectriques publiques, reléguant au second rang la production privée. Le marché de gros de l'électricité continue d'exister, mais avec la réforme AMLO, la Compagnie publique qu'est la CFE et les parties privées pourront commercialiser l'énergie directement sans avoir à passer par les enchères d'électricité.

Enfin, nos camarades Portugais de la CGTP Fiequimetal, par la voie de son Secrétaire Général Rogerio SILVA, vont pouvoir nous éclairer sur leurs nombreuses luttes autour des fermetures de sites, sur les désinvestissements et les dégâts de la privatisation du secteur de l'énergie au Portugal.

Ils pourront nous apporter leur vision du système de production dominant qu'est le capitalisme, avec comme seul leitmotiv d'une part, la recherche du profit, de l'accroissement des richesses par une minorité et de l'exploitation des ressources et des travailleurs. Nous en avons débattu fin février, lors d'un séminaire national, qu'ils ont organisé et pour lequel nous avons pu présenter notre vision et notre lutte pour un véritable service public de l'énergie. Nous sommes donc avec nos camarades dans la continuité de ce travail de convergences.

Cher.es camarades, notre activité internationale fédérale porte les valeurs fondamentales de paix, de solidarité entre les peuples et d'internationalisme.

La vision ou l'approche d'un service public ou d'une maîtrise publique sont perçues différemment dans nos pays respectifs. C'est l'intérêt des échanges de cet après-midi qui vont nous permettre d'écouter nos différences dues à chaque réalité, aux cultures et à l'histoire de chacun.

Ensemble, nous avons eu de nombreux débats lors de nos rencontres, lors des comités où nous nous retrouvons. Nous avons souvent défendu nos positions au sein des différentes fédérations européennes et mondiales ici présentes.

Il nous faut continuer d'alerter sur les méfaits des politiques libérales dans le secteur de l'énergie mais plus généralement dans tous les secteurs essentiels, pour défendre une transition juste qui tienne compte des travailleuses et des travailleurs et des citoyens. Des convergences sont possibles et doivent aboutir à une lutte commune pour porter nos valeurs d'intérêt général au service de la Nation et pour une reprise en main publique du secteur.

Les enjeux internationaux doivent faire l'objet d'une réappropriation par toutes et tous avec humilité mais surtout avec conviction. L'efficacité du syndicalisme se mesure sur ses actes du local au global.

Nous avons su nous unir et nous mobiliser pour montrer que le syndicalisme lutte pour un monde meilleur, plus juste et au-delà des frontières. Nous avons su nous mobiliser face à la montée de l'extrême droite et des nationalismes qui ont sévit dernièrement en Italie en attaquant les locaux de nos camarades de la CGIL. Nous avons su montrer que l'unité du syndicalisme est possible et donc que celle des travailleurs peut l'être tout autant.

A nous de démontrer aujourd'hui que nous pouvons porter ensemble l'idée que des convergences autour d'un secteur public de l'énergie est nécessaire à contrario d'une politique énergétique de court terme, alarmiste et vouée aux profits de quelques-uns sans prendre en compte l'intérêt général et la réponse aux besoins.

A nous de trouver les moyens pour que notre activité internationale perdure et serve les intérêts des travailleurs. Soyons offensifs, solidaires et convaincus que l'action internationale et européenne est incontournable pour gagner sur les enjeux planétaires.

Je tiens à remercier par avance la technique et les interprètes pour leur aide précieuse dans ces journées internationales où grâce à eux ces échanges deviennent possibles et fluides. Et je remercie également tous les camarades du Collectif Europe Inter qui ont participé à la préparation de cette journée.

Je vous rappelle qu'il nous faut essayer de parler lentement durant les débats pour les interprètes.

Merci à vous et maintenant, je laisse la parole à Stéphane Gravier, rédacteur en Chef de notre Journal Énergies Syndicales, pour animer ces tables rondes.

Mes camarades, je vous souhaite à toutes et tous de bons débats.